

Des voix: D'accord.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE

LA SUSPENSION DES PRIVILÈGES

M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je remercie mes collègues des deux partis.

Je voudrais déposer deux exemplaires d'un document, dans les deux langues officielles, conformément au paragraphe 59(3) du Tarif des douanes, relativement à la suspension des privilèges accordés dans le cadre de l'Accord de libre-échange.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LE RÉGIME D'ASSISTANCE PUBLIQUE DU CANADA

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude du projet de loi C-32, Loi modifiant le Régime d'assistance publique du Canada, dont le Comité permanent des finances a fait rapport (sans proposition d'amendement, ainsi que de la motion de M. Langdon (p. 5964).

M. Jerry Pickard (Essex—Kent): Monsieur le Président, le débat sur le RAPC se poursuit depuis un certain temps. Nombre de députés ont fait valoir leur point de vue sur les répercussions des réductions sur les Canadiens en général ainsi que sur les enfants et les pauvres en particulier.

Mes préoccupations ont trait à une ou deux questions liées au RAPC. D'abord, j'estime que tout programme ayant pour effet de causer des difficultés à beaucoup de gens dans ma circonscription n'est pas équitable. Dans le cas présent, il faut tenir compte de l'augmentation du taux de chômage et des difficultés que connaît le sud-ouest de l'Ontario non seulement dans le secteur agricole, mais aussi dans le secteur manufacturier où nombre d'entreprises ont dû fermer leurs portes partout dans la province. Le nombre de sans emploi augmente et qui en

Initiatives ministérielles

fait les frais? Il y a des politiques qui sont en vigueur, et quelqu'un doit payer.

Il semble injuste que, d'un seul coup, ce gouvernement puisse dire: «Nous ne sommes pas responsables de ce qui s'est produit récemment.» Je fais allusion aux nombreuses politiques que le gouvernement a appliquées au nom d'une saine gestion et qui causent de graves difficultés dans le sud-ouest de l'Ontario.

Quand on examine d'une part l'Accord de libre-échange et les grandes promesses qui ont été faites, et d'autre part les résultats de ce même accord, on constate que des milliers d'emplois ont été perdus, que les enfants éprouvent énormément de difficultés et que les gens de tous les groupes d'âge, les petites entreprises, les agriculteurs, les travailleurs d'usine ainsi que les grandes entreprises sont plus mal en point qu'avant.

Les présidents du conseil de comté des comtés de Kent et d'Essex m'ont dit que le nombre de chômeurs avait doublé, voire triplé ou quadruplé. La somme d'argent dont ils ont besoin pour les organismes à vocation sociale s'est multipliée si rapidement qu'elle dépasse maintenant grandement leurs moyens.

Dans ma ville, Blenheim, les taxes ont engendré une révolte. C'était la voix du peuple qui disait que les taxes qu'on leur imposait étaient beaucoup trop contraignantes, compte tenu des circonstances.

Pourtant, à la même époque, le gouvernement fédéral créait de nombreux problèmes avec les politiques qu'il présentait. Il nous dit maintenant qu'il se retire de tous ces programmes en reprenant les subventions qu'il offrait aux plus démunis.

Je pense que le gouvernement se trouve vraiment acculé au pied du mur et, quand je m'arrête à y penser, je me demande vraiment quelle sorte de gestionnaires sont ces conservateurs. Il faut que je le dise: ce sont de piètres gestionnaires.

Il y a un moment, tandis que je parlais, j'ai entendu trois députés d'en face dire que lorsqu'ils ont pris le pouvoir, la dette nationale était beaucoup plus élevée que ce que je disais. Un député de Calgary a dit qu'elle avait atteint 206 millions de dollars, un autre a dit 220 millions.

Monsieur le Président, j'ai en main la réponse à une question qui a été transmise à l'ancien ministre des Finances, le député d'Etobicoke—Centre pour lui demander quelle était la dette nationale en 1984. La réponse que Michael Wilson m'a renvoyée, et j'ai la signature de Michael Wilson ici, c'est que la dette natio-